

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 13/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPHÈRE PRODUCTION

10 RUE PAULIN CHARRON
17800 Pons

Références : 0100282652/LN/2026/162

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement SPHÈRE PRODUCTION implanté 10 Rue Paulin Charron – 17800 Pons. L'inspection a été annoncée le 10/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à un signalement de la police municipale de Pons pour des rejets de mélasse et de morceaux de pop-corn cuits récurrents sur la voie publique, l'exploitant a été mis en demeure le 19 août 2025 de respecter les prescriptions des points 2.9 (Rétention des aires et locaux de travail) et 5.5 (Valeurs limites de rejet) de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 17 juin 2005 pour la gestion de ses eaux de lavage.

Cette visite d'inspection vise à donner suite à cette mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPHÈRE PRODUCTION
- 10 Rue Paulin Charron – 17800 Pons
- Code AIOT : 0100282652
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine de Sphère Production est spécialisée dans la fabrication de pop-corn. Elle est soumise au régime de la déclaration au titre des rubriques 2220-2b, 2260-1b et 2925-1 et dispose d'une preuve de dépôt du 17 décembre 2024. L'activité de production a fortement augmenté sur ce site après l'incendie qui a totalement détruit le site de production situé à Saint-Genis-de-Saintonge.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
1	Gestion des eaux de lavage	Arrêté Ministériel du 17/06/2005, article 2.9 et 5.5 de l'annexe I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 10 mars 2026, l'inspection constate que les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 19/08/2025 sont respectées. L'exploitant a entrepris un certain nombre de travaux et d'aménagements afin que ses eaux de lavage et résidus liés à la production de pop-corn respectent les prescriptions des articles 2.9 (Rétention des aires et locaux de travail) et **5.5 (Valeurs limites de rejet)** de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 17 juin 2005. Les eaux de lavage sont dorénavant stockées et elles ne sont plus rejetées dans le réseau d'assainissement collectif de la commune.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des eaux de lavage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/06/2005, article 2.9 et 5.5 de l'annexe I

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux de lavage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 3 mois

Prescription contrôlée :

2.9. Rétention des aires et locaux de travail

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au titre 7.

5.5. Valeurs limites de rejet

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.

Constats :

Suite à la mise en demeure du 19 août 2025, l'exploitant a procédé à un certain nombre d'actions correctives visant à se mettre en conformité vis-à-vis des prescriptions des articles 2.9 (Rétention des aires et locaux de travail) et 5.5 (Valeurs limites de rejet) de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 17 juin 2005.

Lors de la visite d'inspection du 10 mars 2026, l'inspection des installations classées constate :

- La présence d'un dégrilleur à godets automatique FB Procédés SG400 dans un bâtiment dédié fermé à clé, dont les déchets provenant de résidus de la production de pop-corn sont collectés dans une benne spécifique qui fait l'objet d'une vidange quotidienne dans une autre benne réservée aux DIB. Un contrat d'entretien annuel a été signé avec la société SRS.

- Quatre cuves de la marque Verticuve en PEHD d'une capacité unitaire de 7,5 m³, soit un total de 30 m³, mises en place dans un bac de rétention d'une capacité déclarée par l'exploitant de 30 m³ également, au niveau du rez-de-chaussée du bâtiment donnant sur la rue de Cognac. Les effluents issus de la production de pop-corn (ou « eaux grises ») transitent à travers le dégrilleur pour être ensuite stockés dans ces quatre cuves. Celles-ci se remplissent de manière concomitante. La valeur du volume global stocké est reportée et visible dans un bureau administratif. Le jour de l'inspection, la quantité d'eaux de lavage stockées est de 19 335 L. À noter que les eaux vannes (ou « eaux noires ») sont collectées dans un autre réseau spécifique. Les effluents de lavage de ces quatre cuves sont ensuite évacués par pompage puis transportés vers le site REVICO à Cognac, en charge de la méthanisation de ces déchets, lorsque l'exploitant le décide, en fonction du volume

stocké. Le 10 mars 2026, l'exploitant présente un bon d'enlèvement de la société GMVI du 06/03/2026 pour 30 m³ d'eaux de lavage. L'exploitant estime qu'avec ces quatre cuves, il est en capacité d'assurer une production sur une durée de l'ordre de 15 jours. L'exploitant déclare que les eaux de lavage sont dorénavant stockées et elles ne sont plus rejetées dans le réseau d'assainissement collectif de la commune.

- L'exploitant a par ailleurs effectué une commande le 03/03/2026 pour des analyses physico-chimiques des effluents en sortie de ces cuves. Les premiers résultats transmis portent sur un pH de 4,3 et l'absence de nitrites et de nitrates. Les résultats sur les paramètres de la DBO5, de la DCO et des MES devraient parvenir sous une quinzaine de jours. S'agissant du pH, il est prévu de le rééquilibrer dans les cuves avec un produit spécifique.

- Enfin, l'exploitant attend de la part de REVICO leur accord permettant une valorisation de ses effluents dans une unité de méthanisation.

En fonction des retours de REVICO et des résultats des analyses physico-chimiques, l'exploitant prévoit d'affiner sa stratégie de gestion de ses eaux de lavages. Plusieurs pistes de réflexion sont identifiées : conventionnement avec la mairie de Pons pour un rejet dans le réseau d'assainissement collectif et un traitement via la station d'épuration communale, ou traitement sur place, ou transfert sur le site de REVICO, avec une possible valorisation par méthanisation. Le budget alloué pour le traitement de ces eaux de lavage est de 190 000 €. Le dispositif a vocation à être réutilisé sur le site de St-Genis-de-Saintonge, actuellement en cours de reconstruction suite à l'incendie de juillet 2024, pour lequel un démarrage de la production serait envisagé à ce stade en septembre 2027.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées constate que les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 19/08/2025 sont respectées. Les eaux de lavage sont dorénavant stockées et elles ne sont plus rejetées dans le réseau d'assainissement collectif de la commune. L'installation respecte les prescriptions des articles 2.9 (Rétention des aires et locaux de travail) et 5.5 (Valeurs limites de rejet) de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 17 juin 2005.

L'exploitant transmet à l'inspection, dès qu'il en a connaissance, les résultats complets des analyses physico-chimiques en cours, et l'informe de sa décision concernant sa stratégie de gestion de ses eaux de lavage.

L'inspection invite l'exploitant à signaler, grâce à un affichage, la localisation du point de vidange des eaux stockées dans les cuves et à mettre à jour les plans de ses réseaux compte tenu des travaux récents entrepris sur son site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure